



FAIM ZÉRO

IV Sommet Mondial des Régions sur la
Sécurité et la Souveraineté Alimentaires

Temuco - Región de la Araucanía - Chile

> 27 / 28 octobre 2022



L'ORU Fogar a suivi de près la célébration le 23 septembre 2021 du Sommet sur les systèmes alimentaires convoqué par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres. Il ne pouvait en être autrement d'une organisation qui, depuis 2008, dispose d'un groupe de travail sur la sécurité alimentaire, qui a signé la même année un accord avec la FAO et a organisé trois sommets régionaux sur la sécurité alimentaire (Dakar, 2010 ; Medellín 2012 ; et Cuenca 2018). L'approche du Sommet des Nations Unies était si innovante que l'ORU Fogar a décidé de dédier le quatrième « Sommet des Régions Faim Zéro sur la sécurité et la souveraineté alimentaires » à étayer au niveau régional les conclusions de cet événement convoqué par Antonio Guterres.

Dans quel contexte se tiennent ces deux sommets, le premier des Nations Unies, le second des régions ? Le rapport 2021 sur « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde » de la FAO indique que 811 millions de personnes ont faim. Et, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 3 milliards n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine et, paradoxalement, 2 milliards sont en surpoids ou obèses, avec des problèmes de santé conséquents.

Le rapport FAO 2021, comme ceux des années précédentes, montre que la fragilité alimentaire mondiale est liée à la précarité économique, mais aussi aux conflits politico-sociaux, à la variabilité climatique, aux événements climatiques extrêmes ou à l'apparition d'une pandémie comme le COVID-19. Sans nier tous ces aspects, l'ORU Fogar a toujours souligné qu'une mauvaise gouvernance aggrave les problèmes alimentaires. La centralisation, la négligence de l'environnement rural et le manque de pouvoirs régionaux et locaux forts rendent difficile la résolution des problèmes alimentaires.

Dans un certain sens, la pandémie a donné raison à l'ORU Fogar. Le COVID-19, qui a perturbé de nombreuses chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales, a dans le même temps montré la résilience des systèmes alimentaires locaux et régionaux. Tout le monde a vu que les systèmes alimentaires les plus liés au territoire sont beaucoup plus résilients. Ainsi, sans nier les avantages d'un marché mondial ouvert, la nécessité de poursuivre au maximum la souveraineté alimentaire a été perçue. À ce stade, l'échelle appropriée avec laquelle travailler est sans aucun doute l'échelle régionale.

Systemes alimentaires

Le concept de « système alimentaire » englobe un vaste réseau d'activités liées à l'alimentation : production, collecte, conditionnement, transformation, distribution, vente, stockage, commercialisation, consommation et élimination. Elle implique également de nombreux secteurs économiques : infrastructures, transports, services financiers, information et technologie. Et elle touche les domaines les plus divers : de l'environnement à l'économie, en passant par la culture, la politique ou le commerce. Le Sommet sur les systèmes alimentaires s'est penché sur tous ces aspects.

On a vu que tous ces enjeux ont un impact important sur l'Agenda 2030. L'ODD 2, c'est « Faim Zéro », mais les systèmes alimentaires ont aussi beaucoup à voir avec l'ODD 1, 3 ou 6, dédié à l'élimination de la pauvreté, la Santé ou la besoin d'eau potable et d'assainissement. Surtout, il a été constaté que tout ce qui touche à l'alimentation a un grand lien avec l'environnement et, en faveur de sa préservation, le Sommet a constaté que les systèmes alimentaires doivent entreprendre une profonde transformation. 29 % des émissions de gaz à effet de serre, pour commencer, proviennent de la chaîne d'approvisionnement qui achemine les aliments de la ferme à l'assiette. Ainsi, certains systèmes alimentaires peuvent finir par constituer une menace très réelle pour la vie.

Le Sommet animé par Antonio Guterres a accordé beaucoup d'attention à la façon dont la nourriture affecte certaines maladies. Une mauvaise nutrition pendant l'enfance peut entraîner un retard de croissance, qui à son tour altère la fonction cognitive et nuit aux performances scolaires et professionnelles. Et ce qui est pire : près de la moitié des décès d'enfants de moins de cinq ans sont dus à la malnutrition. L'une des conclusions était donc que l'accès à un menu scolaire sain doit être garanti à tous les enfants en 2030.

Un grand plaidoyer a également été fait sur la nécessité de veiller à ce que des régimes alimentaires sains soient disponibles, abordables et accessibles à tous, en particulier à ceux qui vivent dans des circonstances vulnérables. Des régimes alimentaires sains et des aliments produits de manière durable sont un droit humain et un objectif qui peut être atteint grâce à des actions établies et alignées. Ainsi, le sommet a fait le choix de consolider la santé comme pilier fondamental des systèmes alimentaires.

L'Union Européenne s'est rendue au sommet avec une approche très alignée en matière de défense de l'environnement, ainsi qu'en matière d'alimentation saine. Elle a présenté sa stratégie « De la ferme à l'assiette », qui fixe des objectifs quantitatifs pour la réduction des pesticides, des antimicrobiens et des pertes de nutriments ; mais aussi de restreindre la promotion des aliments à forte teneur en sel, en sucre ou en certaines graisses. L'objectif, dans tous les cas, était le développement de mesures visant à augmenter les terres agricoles de l'UE consacrées à l'agriculture biologique, à développer l'aquaculture biologique et à augmenter la consommation de produits biologiques.

Très soucieux de réduire le gaspillage alimentaire, les Européens ont également présenté une nouvelle méthodologie pour mesurer ce gaspillage. Gardez à l'esprit que 35% de tous les aliments produits sont gaspillés.

Le Sommet, et c'est une question que l'ORU Fogar a toujours soutenue, a été très favorable au monde rural. Il a été déclaré que la sécurité alimentaire passait par la prospérité rurale. L'importance d'investir davantage dans les exploitations agricoles rurales et les petites et moyennes entreprises locales a été mise en garde, car elles peuvent contribuer à créer des systèmes alimentaires plus inclusifs, équitables et durables. Ainsi, il y avait une clameur pour que les petits agriculteurs des pays en développement, qui cultivent un tiers de la nourriture consommée dans le monde, reçoivent des «salaires décents».

Au final, le Sommet des Nations Unies s'est fixé cinq objectifs :

- 1) Nourrir tout le monde.
- 2) Promouvoir des solutions basées sur la nature.
- 3) Promouvoir des moyens de subsistance équitables, un travail décent et autonomisation des communautés.
- 4) Renforcer la résilience aux vulnérabilités, aux chocs et aux stress.
- 5) Accélérer les moyens locaux et régionaux de mise en œuvre de l'alimentation.

Le Sommet de l'ORU Fogar à Temuco doit aborder la manière dont tout cela est transféré à l'échelle régionale. Comment avec leurs compétences, les régions peuvent contribuer à la réalisation de ces cinq objectifs. Avec un Cône Groupe Souveraineté Alimentaire travaillant depuis 2008, avec plusieurs régions avec des projets de sécurité alimentaire très solides, ORU Fogar peut apporter une grande contribution à ce débat. Toujours avec la conviction que la bonne gouvernance contribue de manière décisive à la lutte contre la faim et que les gouvernements régionaux, gouvernements à dimension humaine, sont plus efficaces dans la prestation de services qu'un gouvernement national distant et centralisé.

Voici les conclusions du Sommet sur les systèmes alimentaires du Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres :

https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/food_systems_summit_-_statement_of_action_fr.pdf

Jeudi, 27 octobre 2022

8,30 h Inscriptions

9,00 h Ouverture

Marcelo Carrasco, président de l'Association nationale des conseillers régionaux du Chili.

Paúl Carrasco, ancien président de l'ORU Fogar. Promoteur III Sommet des régions Faim Zéro.

Carmen Gloria Araneda, présidente de la Commission de l'agriculture du Sénat chilien.

Rachid el Abdi, président de l'ORU Fogar et Président du Conseil Régional de Rabat Salé Kénitra, Maroc.

9,30 h Conférence inaugurale
« Les conclusions du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires »

Ornella Tiboni, consultante spécialiste en systèmes alimentaires à la FAO.

Gabriel Ferrero, président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

10,00 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Lutter contre la malnutrition infantile chronique et l'anémie »

Alberto Galíndez, gouverneur de l'État de Cojedes. Venezuela.

Robert Kitame, responsable de l'Agriculture du Conseil des Gouverneurs. Kenya.

Nohemí Aguilar, sous-gouverneur de San Martín. Pérou.

Claudia Oliva, directrice générale PAICOR (Cordoba Comprehensive Assistance Program). Province de Cordoue, Argentine.

Aliou Sall, responsable des projets du Conseil départemental de Kounghoul. Sénégal.

Jeudi, 27 octobre 2022

11,00 h Pause

11,30 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Prospérité en milieu rural »

Abdelouahed El Ansari, président du conseil régional de Fès-Meknès.
Paul Carrasco, préfet d'Azuay (2005-2018), Equateur.
Martín Guillermo Ramírez, secrétaire général de l'Association des régions frontalières européennes.
Toufik El Bouch, vice-Président du Conseil Régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceïma. Maroc.

12,30 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Alimentation saine et de qualité / L'agriculture
biologique »

Roberta Billitteri, Slow Food Italie.
Khalifa Ababacar Ndao, président du Conseil Départemental de Dagana, Sénégal.
José Luís Jiménez, directeur du Mancomunidad régional des Andes.
Ana Araneda, biologiste et docteur en sciences de l'environnement, présidente de la Commission de l'environnement de la région Bío Bío, Chili.

14,00 h Déjeuner

16,00 h **Leçon Magistrale**
« Promouvoir la gastronomie régionale en soutenant
l'agriculture familiale »

Roberto Carcangiu, chef et président de l'Association professionnelle des chefs italiens.

Jeudi, 27 octobre 2022

17,00 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Production de proximité et appellations d'origine »

Víctor Serrano, directeur de l'Institut de recherche agricole et environnementale. Gouvernement autonome de Murcie. Espagne.
Luís Mariano Fernández, secrétaire intérimaire du ZICOSUR.
Ignasi Rodríguez, responsable des relations extérieures du ministère régional de l'Action climatique, de l'Alimentation et de l'Agenda rural. Gouvernement de Catalogne.
Maria Eugenia Carrizo, secrétaire de l'Agroalimentaire. Ministère de la Production. Province de Santa Fe. Argentine.

18,00 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Eviter le gaspillage alimentaire »

Arantza Madariaga Aberasturi, directeur général d'ELIKA, la Fondation Basque pour la Sécurité Agroalimentaire.

« Le rôle des communautés indigènes, paysannes et indigènes »

Ximena Antuni, présidente de la Coordination de l'équité et de la formation et de l'action sociale (CEFAS) de la préfecture de Morona Santiago. Equateur.
Abel Rubén Painefilo, maire de Curarrehue, Araucanie, Chili.

« Le travail des femmes pour garantir la sécurité alimentaire »

Marie Stella Kouassi, responsable de Coopération de l'ARDCI (Assemblée des Régions et des Districts). Côte d'Ivoire.
Nerea Álvarez, directrice de la Coopération Internationale. Province de Santa Fe. Argentine.

Vendredi, 28 octobre 2022

8,00 h Assemblée générale (réservée aux membres)

9,30 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Du marché à la table. Du producteur au consommateur »

Marcelo Carrasco, président ANCORE, Chili.

N'Tou Honoré M'Boua, vice-Président du Conseil Régional des Grands Ponts, Côte d'Ivoire.

Fernando Íñiguez, représentant de l'Association des régions frontalières européennes et directeur exécutif équatorien du Plan binational pour la région frontalière Équateur-Pérou. Chapitre Equateur.

Oscar Schiappa-Pietra, représentant de l'Association des régions frontalières européennes et directeur exécutif du Pérou du Plan binational pour la région frontalière Équateur-Pérou. Chapitre Pérou.

11,00 h **Atelier Bonnes Pratiques**
« Sécurité de l'eau, reboisement et agriculture durable »

Alain-Richard Donwahi, président du Conseil régional de Nawa, Côte d'Ivoire, et Président de la 15e Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse (COP 15).

Salah El Aboudi, vice-président du Conseil Régional de l'Oriental, Maroc.

M. Issoufou Oumarou, président de la Région de Tillabéri, Niger.

Jean Paul Benavente, président de l'ANGR et Gouverneur de Cusco, Pérou.

Yao N'Guessan, vice-président de San Pedro. Côte d'Ivoire.

Vendredi, 28 octobre 2022

12,00 h Pause

12,30 h Leçon magistrale
"La Faim qui vient"
Paul Roberts auteur de « The End of Food »

14,00 h Déjeuner

16,00 h Débat
Sécurité alimentaire ou souveraineté alimentaire ?

Carles Llorens, secrétaire général de l'ORU Fogar.
Adama Diouf, président de l'Association des Départements du Sénégal.
Jesús Oswaldo Quispe, expert en sécurité alimentaire andine, Pérou.

17,00 h Clôture
Déclaration finale (sera approuvée lors de l'Assemblée de l'ORU)

Marcelo Carrasco, président de l'Association nationale des
conseillers régionaux du Chili.
Rachid el Abdi, président de l'ORU Fogar et Président du Conseil
Régional de Rabat Salé Kénitra, Maroc.

*Tous les espaces auront une note conceptuelle qui situera le thème et le débat.
Traduction simultanée espagnol, français et anglais.
Événement sans plastique.





FAIM ZÉRO

IV Sommet Mondial des Régions sur la
Sécurité et la Souveraineté Alimentaires



<https://www.regionsunies-fogar.org>